



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté
de la Légalité et de l'Environnement**

**Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la
Protection des Milieux**

Affaire suivie par : Jean-luc CORONGIU

Tél: 04.84.35.42.72

Dossier 2025-74-URG

jean-luc.corongiu@bouches-du-rhone.gouv.fr

Marseille, le **13 MARS 2025**

**Arrêté n°2025-74-URG fixant à la Société TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE,
située sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues, des prescriptions
applicables en urgence, à la suite d'une pollution du canal de
Marseille au Rhône survenue le 11 mars 2025**

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.511-1, L.512-20, R.512-69 et R.512-70,

Vu le décret du 3 janvier 2025 portant nomination du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu le décret du 31 janvier 2025 portant nomination du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône, sous-préfet de Marseille ;

Vu les différents arrêtés et récépissés autorisant et réglementant les activités de la société TotalEnergies Raffinage France (TERF), située sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues ;

Vu les arrêtés préfectoraux n°2016-142-A du 16/05/2018 et 2021-230-PC du 02/05/2022 autorisant la société TERF à poursuivre l'exploitation d'une bioraffinerie sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 12 mars 2025 faisant suite à un contrôle sur site le 11 mars 2025 ;

Considérant que des écoles de Martigues ont transmis à la DREAL le 11 mars 2025 des signalements d'odeurs ayant mené au confinement d'élèves dans leur classe ;

Considérant qu'un épisode de pluie exceptionnel est survenu dans la nuit du 10 au 11 mars 2025 au niveau de la commune de Châteauneuf-les-Martigues, avec des vents dominants de secteur Sud-Est ;

Considérant que la société TERF a effectué le signalement à la DREAL d'un relâchement de produit de couleur noire dans le canal de Marseille au Rhône à la suite d'une purge de leur bassin d'orage le 11 mars 2025 matin ;

Considérant que l'inspection de l'environnement a constaté, lors de son contrôle sur site du 11 mars 2025, une pollution du canal de Marseille au Rhône par du produit surnageant de couleur noire dont l'origine reste à déterminer ;

Considérant que lors de ce même contrôle, l'inspection de l'environnement a constaté la présence de polluants dans les sols et les bassins de plusieurs installations du site ;

Considérant qu'il convient donc de prescrire en urgence la dépollution de certaines de ces zones et la surveillance de leur impact sur l'environnement ;

Considérant que dans ces conditions, il apparaît nécessaire conformément aux dispositions de l'article L.512-20 du livre V du Code de l'environnement de prescrire immédiatement à la Société TERF la mise en œuvre de mesures conservatoires en vue de protéger les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

.../...

ARRÊTE

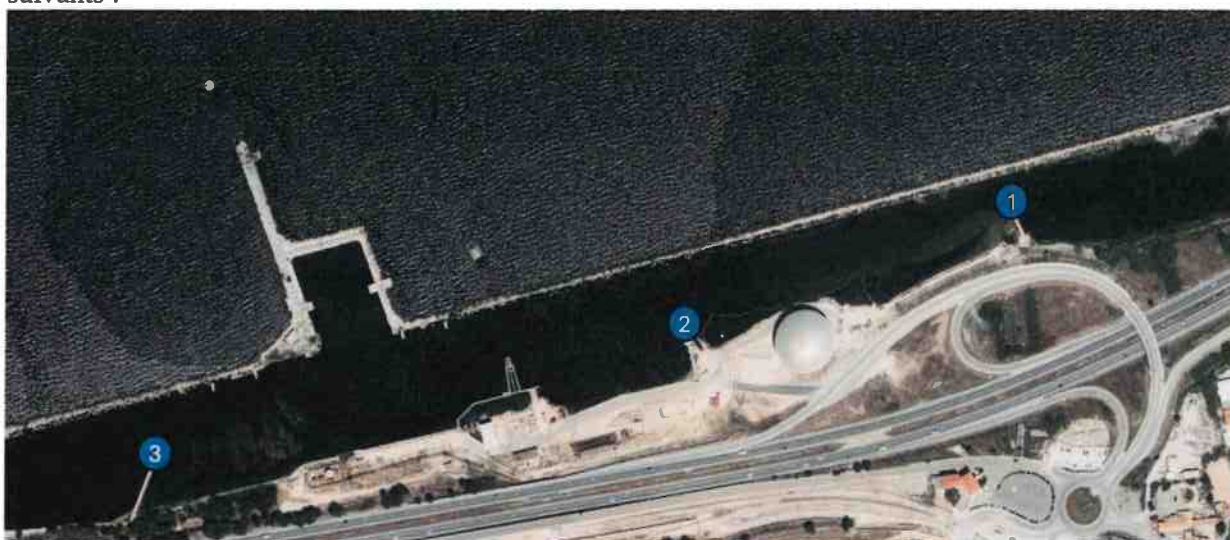
Article 1 : Respect des prescriptions

La société TotalEnergies Raffinage France, dénommée ci-après l'exploitant, dont le siège social est situé au 2, place Jean MILLIER 92400 Courbevoie, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations situées sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues.

Article 2 : Mesures conservatoires immédiates

1. — L'exploitant est tenu de procéder aux mesures immédiates suivantes, suite à l'épisode de pluie exceptionnel survenu dans la nuit du 10 au 11 mars 2025 :

- a) prendre les mesures nécessaires pour empêcher toute pollution du milieu et plus particulièrement, éviter toute contamination des eaux superficielles et des eaux souterraines, en procédant à la vidange ou au nettoyage des zones de l'établissement impactées par l'épisode de pluie survenue dans la nuit du 10 au 11 mars 2025 ; l'inspection est tenue informée régulièrement, et a minima quotidiennement, de leur mise en œuvre ;
- b) vidanger les rétentions des capacités du site contenant ou susceptible de contenir des produits polluants ou dangereux pour l'environnement, afin d'éviter leur débordement en cas de fortes pluies ;
- c) s'assurer de la disponibilité des installations permettant le confinement ou le bon fonctionnement du traitement des effluents aqueux du site pollués ou susceptibles d'être pollués et d'impacter le milieu naturel, y compris en cas de fortes pluies ; cette disposition vise notamment les équipements de la station de traitement des effluents aqueux du site, les ouvrages (bassins, collecteurs, pompes...) des décantations 4 et 13, les bassins d'observation Est et Ouest, les fosses et bacs de récupération des eaux huileuses et slops, le bassin d'orage A311. Les bassins des décantations 4 et 13 qui ne sont plus utilisés sont remis en service ou purgés de façon à éliminer les produits polluants surnageants.
- d) Sans préjudice des dispositions de l'arrêté du 16/05/2018, réaliser une surveillance environnementale renforcée du site jusqu'à l'achèvement des mesures d'urgence visées aux alinéas précédents, constaté par l'Inspection des installations classées, qui porte a minima :
 - sur la réalisation de prélèvements et de mesures des effluents aqueux toutes les 4h issus des bassins d'observation et de la station de traitement des effluents aqueux pour les paramètres pH, hydrocarbures totaux ;
 - sur la réalisation de prélèvements et de mesures quotidiens des eaux de surface aux points de prélèvements suivants :



- sur la réalisation de prélèvements quotidiens et de mesures des eaux souterraines dans les ouvrages visés en annexe 4 de l'arrêté préfectoral du 16/05/2018 pour les paramètres suivants : Niveau de flottant, indices organoleptiques (couleur, aspect, turbidité), Hydrocarbures totaux ;
 - sur la mise en place d'une nouvelle campagne de surveillance des COV dans l'air, dont le benzène, aux points prévus à l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 02/05/2022 sur une durée de 15 jours ;
 - sur la mise en place d'un prélèvement et d'une analyse des eaux ou des sols au droit des zones polluées, permettant d'identifier et caractériser le polluant. Les zones concernées sont a minima les surnageants du bassin de décantation 13 (produit de couleur rouge), des bassins d'observation et de l'ancien bassin d'orage situé à proximité de la décantation 13, des cuvettes de rétention des bacs B15, B12, A6, A10, A9, A5, A2, A3, A22, A21, A37 et A54, des fossés des rues H et J, de la rétention du SKID T21, ainsi que ceux pompés dans le canal de Marseille au Rhône, ainsi que le sol situé entre le bassin d'entrée de la décantation 13 et le bassin BR1.
- e) Contrôler les dispositifs de sécurité des installations ayant pu être impactés par l'épisode de pluie exceptionnel survenu dans la nuit du 10 au 11 mars 2025 ;

Article 3 : Rapport d'accident

En application de l'article R.512-69 du Code de l'environnement, un rapport sur les événements ayant conduit aux pollutions constatées par l'Inspection le 11 mars 2025 et par l'exploitant, est transmis au préfet et à l'Inspection des installations classées dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté.

Le rapport d'accident doit être complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations et analyses réalisées. Les photographies prises par l'exploitant (et notamment par le Drone) seront jointes et commentées dans ce rapport. L'origine des odeurs perçues le 11 mars 2025 par l'Inspection sur l'ancienne route de Marseille fera l'objet d'une analyse de l'exploitant.

Ce rapport propose toutes les mesures préventives et correctives capitalisées à l'issue de ces événements permettant d'éviter leur reproductibilité ou d'en limiter au mieux leurs conséquences. Des propositions seront faites en ce sens :

- pour améliorer la surveillance et la disponibilité des installations de traitement ou de confinement des effluents aqueux susceptibles d'être pollués et de rejoindre le milieu naturel, notamment en cas de pluies intenses.
- Pour équiper d'une détection en continu des hydrocarbures avec report en salle de contrôle les émissaires des bassins d'observation et de la purge du bassin d'orage.
- Pour recenser et vidanger toutes les capacités fixes ou mobiles contenant des produits polluants ou dangereux pour l'environnement qui ne sont plus exploitées.

Article 4 : Sanctions

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, il sera fait application des mesures prévues à l'article L.171-8.

Article 5 -

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 -

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant et sera publié sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 7 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée devant le tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles [L. 211-1](#) et [L. 511-1](#) dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 8 : Exécution

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'Istres,
- Le Maire de Châteauneuf-les-Martigues,
- La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- Le Directeur Départemental des territoires et de la Mer,
- Le Directeur de l'Agence Régionale de Santé,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,

et toutes autorités de police et de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet, et par délégation
la secrétaire générale adjointe



Marie-Pervenche PLAZA